

LA RÉFORME FISCALE

LES FAMILLES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur vient d'annoncer des nouveaux changements dans la réforme fiscale qui sont régressifs et injustes envers les familles canadiennes. Le gouvernement prétend aider les familles et les femmes du Canada. Pourtant, jusqu'à maintenant, rien n'appuie cette prétention, au contraire! Les familles ont besoin d'un programme abordable et universellement accessible de garderies. Le gouvernement veut dépenser une large somme d'argent en augmentant les déductions pour les services de garde étayés de reçus. Cela bénéficiera aux familles aisées, les familles qui ont déjà des places dans les garderies et qui peuvent s'offrir ces services dispendieux contrairement aux crédits d'impôt remboursables qui auraient aidé les familles à faibles revenus, les familles monoparentales qui n'ont pas de places et qui ne peuvent pas s'offrir ce genre de services.

Le gouvernement avait aussi promis de faire tout ce qui était en son pouvoir afin de changer l'exemption fiscale pour le conjoint en crédit d'impôt remboursable pour les personnes au foyer, mais le ministre des Finances (M. Wilson) n'a rien fait dans ce sens. Il continue d'ignorer l'important travail des travailleuses à domicile et l'indépendance personnelle qui devrait être accordée à la personne au foyer. Il semble ridicule, monsieur le Président, que le gouvernement prétend résoudre le problème des familles des années 1990, alors qu'il applique des mesures qui répondent plutôt aux besoins des années 1950.

* * *

● (1415)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—L'APPUI DES MANUFACTURIERS

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, pendant plus d'un siècle, l'économie politique du Canada a favorisé, par un ensemble de tarifs et de taux de fret, l'industrie secondaire du Canada central au détriment des agriculteurs et de l'industrie extractive des Maritimes et de l'Ouest et au détriment des consommateurs de tout le pays.

Aujourd'hui, les manufacturiers méritent des félicitations, car ils appuient tous sans exception l'initiative de libre-échange. Cette décision confirme leur maturité, leur compétitivité sur les marchés internationaux, leur capacité de trouver de nouveaux débouchés et de créer des emplois sans une intervention paralysante du gouvernement.

Les seules voix dissidentes sont celles des chefs de l'opposition et du premier ministre Peterson; ils veulent que continue l'exploitation du consommateur, de l'agriculteur, du mineur, du bûcheron et du pêcheur. Lorsqu'on écrira cette page d'histoire, ces dissidents seront rangés parmi les mammoths, les chats des cavernes, le dodo et autres espèces disparues.

Questions orales

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES RÉPERCUSSIONS SUR LES TRAVAILLEURS

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, l'accord commercial envisagé entre le Canada et les États-Unis suscite de graves préoccupations chez les travailleurs canadiens, qui considèrent que le libre-échange bilatéral menace directement leur gagne-pain et leur mode de vie. Les travailleurs des industries de main-d'oeuvre, comme celles du textile, du vêtement, des appareils électriques, des articles de cuir et des jouets, pour ne nommer que celles-là, craignent de perdre leur emploi.

Les travailleurs des services, parmi lesquels l'élément féminin prédomine, s'inquiètent de plus en plus de leur emploi. On estime que des dizaines de milliers de femmes canadiennes seront licenciées et que beaucoup d'autres connaîtront une grave détérioration de leurs conditions de travail, par suite de l'accord commercial Mulroney. Les femmes seront les grandes perdantes parce que leurs emplois sont très concentrés dans les industries manufacturières et les services. Dans l'ensemble, plus de 60 p. 100 des Canadiennes membres de la population active travaillent dans le secteur manufacturier. Beaucoup de celles qui risquent de perdre leur emploi sont des femmes d'âge moyen ou des immigrantes qui ont peu de chances de se recycler.

De plus, de nombreuses entreprises canadiennes seront rachetées par des Américains, en vertu de l'accord, et les nouveaux propriétaires ne se préoccupent certainement pas des emplois canadiens.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA RÉFORME FISCALE

LA PROMESSE DU GOUVERNEMENT DE NE PAS AUGMENTER LES IMPÔTS—ON DEMANDE DES PRÉCISIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, pendant la dernière campagne électorale, le ministre des Finances avait promis de ne pas augmenter les taxes, les impôts, et voilà une promesse violée de 22 milliards de dollars! Depuis que les conservateurs sont au pouvoir, le ministre des Finances a augmenté la taxe de vente à trois reprises, pour un total de 8 milliards de dollars. Il a augmenté la taxe sur l'essence de 2 milliards de dollars. Il a augmenté l'impôt sur le revenu de plus de 5 milliards de dollars. Il a imposé une taxe de un milliard de dollars sur les appels interurbains. Je le répète: Le ministre des Finances avait promis que le gouvernement conservateur n'augmenterait pas les impôts, mais il a imposé pour 22 milliards de dollars de nouvelles taxes contre les Canadiens. Et maintenant, il promet de leur remettre tout juste 2 milliards de dollars.

Ma question, monsieur le Président, au ministre des Finances, est la suivante: Qui essaie-t-il de tromper? Et quand va-t-il nous rembourser les autres 20 milliards?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition aime bien s'en prendre à des parties très étroites du programme. Si le député examine